

Délibération n°2025_02_06_2

Objet : Renouvellement de la convention de gestion de services numériques communs - Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 6 FÉVRIER 2025**

L'an deux mille vingt cinq, le six février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 31 janvier 2025, s'est réuni à 19h11, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 23

Nombre de membres représentés : 5

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Colette MORETEAU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR pouvoir à Françoise BERTOUY - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et l'ensemble de ses communes membres et plusieurs Centres Communaux d'Action Sociale ont développé depuis de nombreuses années, des outils partagés afin de répondre conjointement aux défis et aux opportunités qu'offrent la numérisation, la dématérialisation et l'informatisation des collectivités

territoriales, de leurs groupements et de leurs établissements publics. Ces établissements ont également à la fois leurs fonctionnements internes, leurs échanges avec les tiers publics et privés, leurs relations avec les administrés.

L'ensemble des acteurs souhaite poursuivre cette coopération afin de disposer de services publics modernes et efficaces qui puissent offrir à leurs partenaires et à leurs administrés une réactivité et une sécurité informatique optimales.

Cette mission d'intérêt général partagée, permet de développer une identité numérique métropolitaine et communale respectueuse de l'ensemble des libertés individuelles, conforme au Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) désormais en vigueur au sein de l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne.

La convention pour la période 2025 - 2026 - 2027, annexée à la présente délibération, décrit dans le détail les fonctionnalités proposées et les obligations réciproques des parties signataires :

La liste des solutions auxquelles la commune adhère est la suivante :

- administration électronique (e-administration) ;
- services en ligne aux usagers ;
- dématérialisation des procédures de marchés publics en application des dispositions réglementaires et législatives en vigueur ;
- mise à disposition publique des données numériques « open data » ;
- service permettant les échanges interprofessionnels entre les personnes sourdes, malentendantes et entendantes.

La Métropole continuera à prendre en charge 50% du coût des prestations forfaitaires assurées pour les communes. Cette participation monte à 80% pour les CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la convention de gestion de services numériques communs avec Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2025-2026-2027 ;
- Dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la commune ;
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention dédiée ainsi que tout acte relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE

Fait à Pérols, le 7 février 2025

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.